

période de un, deux, trois ou quatre mois. Il y a un genre de rotation qui se fait au cours de l'année. Cela signifie qu'environ un million et quart de travailleurs, à une période quelconque de l'année, sont en chômage.

Tous savent que les travailleurs forestiers, les mineurs, les ouvriers de la construction ou d'autres travailleurs doivent absolument jouir d'un revenu à longueur d'année, sinon il leur est impossible de boucler leur budget.

Même si celui qui est en chômage pendant une période quelconque de l'année reprend son travail un peu plus tard, ses problèmes économiques financiers sont loin d'être réglés. Quand on est sans travail, les factures s'accablent. On a besoin de vêtements qu'on ne peut pas acheter. Il faut donc essayer de gagner plus d'argent à la reprise du travail.

En 1968, 1,389,366 personnes ont souffert du chômage.

De plus, on sait que la province de Québec compte toujours près de 40 à 45 p. 100 des chômeurs, ce qui est un record peu enviable. Il n'est donc pas étonnant de constater l'existence de signes de mécontentement de la part de certaines personnes qui sont en proie à la panique, devant le résultat probable de l'élection qui aura lieu demain dans cette province.

Certains députés conservateurs progressistes ont fait des instances auprès du gouvernement, afin que le Québec ne se sépare pas du reste du Canada. Je ne pense pas que les citoyens de la province de Québec en soient rendus là, mais il n'en est pas moins vrai que le mécontentement est général au Québec, parce que les gens en ont soupé d'être toujours victimes d'un système faux, désuet et dépassé.

Le soir où l'honorable ministre des Finances (M. Benson) a déposé le budget, des journalistes ont interviewé le très honorable premier ministre au sujet du chômage et de la lutte contre l'inflation. Celui-ci répondit alors que la lutte qu'il avait entreprise contre l'inflation n'avait pas encore donné de résultat et qu'il la continuait dans ce domaine-là. Bref, on ne sait pas où l'on va, mais on y va.

En vue d'empêcher la hausse constante du coût de la vie, on tente de créer de plus en plus de chômage, en se fichant pas mal des ouvriers et des contribuables canadiens. Il faut à tout prix abaisser le coût de la vie. Mais, ce faisant, on ne se rend pas compte qu'on adopte des mesures susceptibles de nous entraîner vers une régression économique, soit exactement le contraire de l'objectif qu'on s'était fixé.

Ce que nous réclamons du gouvernement, ce n'est pas une augmentation du taux de chômage, mais plutôt la création d'un plus grand nombre d'emplois tandis qu'il est encore temps. Un bon nombre de développements peuvent et doivent se faire, mais nous

ne voulons pas que la lutte contre l'inflation se fasse sur le dos des ouvriers.

J'entends assez souvent des gens dire que nous devrions favoriser le plein emploi dans tous les domaines. Nous avons entendu, récemment, dans la province de Québec, un certain chef de parti dire que si son problème était porté au pouvoir, il veillerait à créer 100,000 nouveaux emplois. Nous nous posons toujours la question de savoir comment il pourrait créer ces 100,000 nouveaux emplois.

Qu'est-ce qu'il leur préfère? Lorsqu'on étudie les divers secteurs de l'économie canadienne, on constate qu'il n'existe pas de problème dans le domaine de la production. Au fait, on ne manque pas de produits ou de biens de consommation. Cette année, on versera des subventions de l'ordre de 100 millions de dollars aux producteurs de blé de l'Ouest afin qu'ils produisent moins. On verse donc des subventions et ce n'est pas parce qu'on manque de blé.

Cependant, on «pénalise» les producteurs de lait parce qu'ils produisent trop. On leur impose une pénalité de \$1.52, s'ils produisent plus que le quota permis par le gouvernement. Ce n'est toujours pas parce qu'on manque de lait, car les Canadiens en produisent plus qu'ils ne peuvent consommer. Je ne dis pas qu'ils consomment tous les produits laitiers qu'ils devraient consommer. Non, loin de là. Mais les sans-travail n'ont pas d'argent pour acheter du beurre. Ils doivent se contenter de la «margarine» et ils ne peuvent pas acheter pour leur famille tout le lait nature dont elle aurait besoin. Ils se contentent parfois d'une chopine de lait, alors qu'ils devraient en consommer un gallon par jour.

Je ne dis pas que nous avons un excédent de produits laitiers, mais bien une sous-consommation dans ce domaine-là surtout,—bien qu'il y ait sous-consommation générale—parce que des milliers de chômeurs ne peuvent pas acheter tout ce dont ils ont besoin.

Qu'advient-il donc des 100,000 nouveaux emplois? Que pourrait-on produire dont on a actuellement besoin, alors que la production est déjà suffisante?

Dans son livre intitulé «Le défi américain», Jean-Jacques Servan Schreiber rapporte que les prévisions sont telles qu'aux États-Unis et, partant, au Canada, dans 30 ans à peine, le revenu moyen sera de \$7,500 et la semaine de travail sera de quatre journées de sept heures seulement, soit de 28 heures de travail. L'année serait divisée en 39 semaines de travail et en 13 semaines de congé, ce qui, compte tenu des fins de semaine et des jours fériés, accorderait aux travailleurs 218 jours de congé, par rapport à 147 jours de travail. On prédit que cela se produira dans moins d'une génération.